

DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES
VILLE DE CERET

Envoyé en préfecture le 02/06/2025

Reçu en préfecture le 02/06/2025

Publié le

ID : 066-216600494-20250602-11-AI



ARRÊTÉ N° M/2025

DE MISE EN DEMEURE DE SUPPRIMER UN DISPOSITIF IRREGULIER

Le Maire de la commune de Céret ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 à L.581-33 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L581-5 ; L.581-7 et L581-19 ;

Vu le procès-verbal de constatation d'infraction établi le 20/12/2024 par Mme Ophélie SUNYACH ;

Considérant que [REDACTED] dont le siège social se situe [REDACTED] à CERET bénéficie d'un dispositif constituant une préenseigne aux termes de l'article L.581-3 du code de l'environnement dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Panneau d'environ 160cm de large et 100cm de haut, supportant des inscriptions au bénéfice [REDACTED] situé à Céret ;
- Le dispositif est fixé sur un poteau métallique scellé au sol à une distance d'environ 1m du bord de la chaussée sur la parcelle située en contrebas de la RD 115, cadastrée section AP numéro 202, hors agglomération.

Considérant qu'en application de l'article L581-3 du code de l'environnement, toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée constitue une préenseigne.

Considérant que le dispositif susvisé qui mentionne la présence [REDACTED] à Céret [REDACTED] doit être considéré comme une préenseigne.

Considérant qu'en application de l'article L581-19 du code de l'environnement, les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité.

Considérant qu'en application de l'article L.581-5, toute publicité doit mentionner, selon le cas, le nom et l'adresse ou bien la dénomination ou la raison sociale, de la personne physique ou morale qui l'a apposée ou fait apposer.

Considérant que le support ne mentionne pas ces éléments.

Considérant qu'aux termes de l'article L.581-7 du code de l'environnement, en dehors des lieux qualifiés d'agglomération toute publicité est interdite.

Considérant que le terrain sur lequel est implanté le dispositif est situé en contrebas de la RD115 dans un secteur non bâti destiné à l'agriculture, ne regroupant pas d'immeubles bâtis rapprochés.

Considérant que la RD115 constitue une limite physique entre la partie agglomérée située au Nord et les espaces agricoles situés en contrebas de cette dernière ;

Considérant qu'il ressort de cette analyse que la parcelle cadastrée AP 202 sur laquelle est implantée le dispositif ne saurait être regardée comme située en agglomération ;

Considérant que l'article L581-19 du code de l'environnement, prévoit que par dérogation les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales, les activités culturelles et les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite et à titre temporaire, les opérations et manifestations exceptionnelles d'agglomération peuvent être signalés de manière harmonisée par des préenseignes en dehors des lieux qualifiés d'agglomération ;

Considérant que l'activité [REDACTED] ne rentre pas dans le champ d'application de ces dérogations ;

Considérant que le dispositif installé au bénéfice [REDACTED] ne respecte pas la réglementation en vigueur et que ces faits constituent une infraction aux dispositions des articles L.581-5, L.581-7 du code de l'environnement ;

